

RICHARD HAASS

Président du Council on Foreign Relations

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la World Policy Conference

Thank you, Jean David. It is a natural transition now to Richard Haass. However, let me just emphasise two points. Firstly, on the Monroe Doctrine, I would like Richard to comment on that, but it is exactly why in my introductory speech this morning I said that the new world order, if there is one, should not be the division of the world into spheres of influence. I think that is something that we need to discuss, not only today but also over the next three days. Secondly, on the US, we are going to listen to Richard Haass, but we also have a lunch debate tomorrow where Richard and Joseph Nye will talk about the issue of American leadership or lack of leadership. Additionally, on Wednesday, we will have Bob Gates, the former Defense Secretary of both President Bush and President Obama and there will be a one hour discussion with him. There will therefore be several opportunities to turn these issues around.

Richard, the floor is yours.

Richard Haass, président du Council on Foreign Relations

Au XXe siècle, l'Europe constituait le cœur des relations internationales et elle était trop intéressante, elle nous a amené deux guerres mondiales et une guerre froide. La bonne nouvelle, à une exception près aujourd'hui et à quelques exceptions potentielles ultérieurement, c'est que l'Europe ne jouera pas un rôle aussi dynamique, central ou agressif au XXIe siècle. C'est une bonne chose. Quand je travaillais pour le Président George Bush père, j'avais pour habitude de dire que l'une de mes missions consistait à rendre le Moyen-Orient normal et ennuyeux. Inutile de dire que j'ai lamentablement échoué. En revanche, je pense que les gens qui ont travaillé sur l'Europe ont, en grande partie, réussi. Les raisons qui expliquent cet état de fait, et c'est ce qui génère également des différences avec l'Asie, sont que la réussite en Europe repose sur plusieurs aspects, en plus d'une autre chose qui est moins agréable à évoquer, qui est l'épuisement, celui des deux guerres mondiales et, dans une certaine mesure, de la guerre froide. Néanmoins, une raison a aussi été la réconciliation franco-allemande.

Au cœur de l'Europe moderne, vous aviez la relation franco-allemande puis cet enchaînement de développements institutionnels avec la Communauté du charbon et de l'acier et la Communauté européenne, qui ont mené à l'Union européenne. Je rappelle ceci uniquement parce qu'on n'observe absolument aucun équivalent en Asie. Il n'y a même pas eu les éléments fondamentaux d'une réconciliation sino-japonaise ou coréano-japonaise. Alors qu'une grande partie de l'histoire de l'Europe s'est articulée autour de conflits territoriaux, qu'il s'agisse de l'Alsace Lorraine ou d'autres questions, en Asie pratiquement tous les pays majeurs ont des conflits territoriaux avec un autre pays majeur, y compris, mais sans limitation, les aspects qui ont fait l'objet d'un regain d'attention récemment avec les îles, etc. Le Japon et la Russie n'ont pas encore digéré l'héritage de la Seconde Guerre mondiale et la Chine et l'Inde continuent d'avoir des différends concernant leurs frontières, et ainsi de suite. Il n'y a par conséquent pas eu la moindre réconciliation diplomatique ni gestion du passé similaire à ce qui a été observé en Europe. C'est une différence fondamentale.

Qui plus est, l'Europe a connu un certain degré d'institutionnalisation, qu'il s'agisse de l'UE, de l'OTAN et de ce qui était au départ la Commission pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) avant de devenir l'OSCE. Un degré d'institutionnalisation, donc, sans précédent et inégalé. Si on observe un certain degré de développement institutionnel en Asie-Pacifique, il est bien moindre, pour de nombreuses raisons. La géographie est bien plus compliquée, il est par conséquent plus difficile de concevoir des systèmes, et nous n'avons pas observé les mêmes élans. Le fait est, donc, que nous sommes face à une région moins institutionnalisée.

L'Europe enregistre désormais de très faibles niveaux de dépenses dans le domaine de la défense. Quasiment aucun des partenaires de l'OTAN ne consacre plus de 2 % de son PIB à la défense. Ceci n'est pas un problème en Asie. L'Europe se heurte au nationalisme, mais il s'agit principalement d'un nationalisme populiste d'extrême-droite, qui découle à mon avis des difficultés économiques actuelles, tandis que la montée du nationalisme en Asie correspond à quelque chose de très différent et de bien plus profond. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une simple réaction à la stagnation économique, mais que cela a plus à voir avec l'émergence de solides États-nations.

Le défi immédiat auquel fait face l'Europe en matière de sécurité n'est pas celui dont nous pensions parler il y a 25 ans – nous célébrons cette année le 25e anniversaire de la chute du Mur de Berlin et la fin effective de la guerre froide – qui renvoie à la question de quoi faire avec la Russie. Je dirais simplement que les parallèles avec la guerre froide sont excessifs. Je ne pense pas qu'ils soient exacts d'une quelconque manière. La Russie pose des problèmes en matière de sécurité, mais pas au cœur de l'Europe. Ces problèmes concernent plutôt ce qu'on pourrait appeler la périphérie de l'Europe, là où elle chevauche la périphérie de la Russie. La question de l'influence exacte de la Russie dans cette région – s'il y en a une – se pose également. Les prémices d'une réponse à la Russie sont claires. D'un côté, l'OTAN et le cœur de l'Europe ont besoin d'être renforcés pour que la Russie n'ait ni la tentation ni la capacité de remettre en question leur indépendance et leur stabilité. D'un autre côté, l'objectif de la politique occidentale ne doit pas être d'isoler la Russie mais de l'intégrer, y compris, et sans s'y limiter, l'Ukraine.

Je pense par conséquent que cette question reste un défi diplomatique et que l'une des questions intéressantes, entre autres, est de savoir si la forte chute des prix du pétrole, qui selon moi sera durable, et l'affaiblissement du rouble, etc., bien plus que les sanctions, génèrent un contexte dans lequel la diplomatie peut réellement prospérer. Elle a le potentiel de s'épanouir mais cela dépend à l'évidence en grande partie de M. Poutine. Cela dit, encore une fois, les défis auxquels l'Europe va être confrontée dans un avenir proche en matière de stabilité et de sécurité sont limités et restent largement en périphérie, ce qui est très différent de ce qu'on observe en Asie.

Je l'ai dit, la géographie de l'Asie est bien plus compliquée que celle de l'Europe et l'institutionnalisation y est moindre. Elle se heurte beaucoup plus à des conflits territoriaux et autres qu'à une gestion réussie de son passé. Si on observe par exemple l'expérience allemande de la gestion du passé et ensuite ce qui se passe au Japon, on constate des différences significatives. Plusieurs défis géopolitiques en Asie sont bien plus urgents et difficiles – Jean David a mentionné l'un d'entre eux, l'ascension de la Chine. Néanmoins, je dirais simplement que nombre d'analystes se trompent. Je suis au moins aussi préoccupé par la faiblesse chinoise que par sa force, et par la manière dont la Chine peut relever ses nombreux défis domestiques et par les conséquences de sa gestion à partir de niveaux très inférieurs de croissance économique. Il y a des défis démographiques, des défis environnementaux, la question de la corruption, et la mutation du modèle économique d'un modèle d'exportation à un modèle de demande intérieure. Quelles seront les conséquences de ces changements sur le comportement de la Chine à l'étranger ? Ce n'est par conséquent pas seulement l'ascension de la Chine qui est un enjeu mais aussi, dans de nombreux cas, les tribulations du pays et ce qu'elles impliquent pour son comportement dans la région.

Deuxièmement se pose la question de la péninsule coréenne divisée, qui est une anomalie. J'ai pensé que l'accent mis par la présidente ce matin sur la réunification était à la fois judicieux et remarquable, même si, là encore, je pense que cela nous ramène à la Chine. Je ne suis pas très optimiste quant à la probabilité pour la Corée du Nord d'abandonner ses armes nucléaires, même si je le désire vivement. La Corée du Nord n'a pas grand-chose d'autre, pourquoi abandonnerait-elle son principal atout ? Il faudrait être très optimiste pour y croire. La vraie question est bien plus fondamentale – comment soutenir une diplomatie qui parvienne, en définitive, à la fin de la division de la péninsule coréenne ? Ce qui nous ramène encore à Pékin. La Chine n'a peut-être pas le contrôle sur la Corée du Nord mais elle exerce plus d'influence sur le pays que n'importe qui d'autre, surtout en raison de la structure des échanges commerciaux nord-coréens. La question à poser est par conséquent, qu'est-ce qu'il faudrait pour que la Chine considère que la division de la péninsule ne sert pas ses intérêts et qu'est-ce que les responsables de Séoul, Tokyo, et Washington pourraient dire à Pékin qui persuaderait la Chine que la situation actuelle est potentiellement plus dangereuse pour sa sécurité nationale qu'une péninsule unifiée ? Je pense que c'est là que réside le vrai défi stratégique. Nous pouvons continuer d'envoyer des diplomates se heurter au défi d'une dénucléarisation de la Corée du Nord mais, une fois encore, je ne suis pas très optimiste à cet égard. Je pense que nous devons nous attaquer aux fondamentaux de la péninsule divisée.

J'évoquerai très rapidement un ou deux autres aspects. Nous devons penser de manière créative les institutions dans cette partie du monde et, là encore, il ne s'agit pas de prendre ce qui a marché en Europe et de croire que cela peut être simplement dupliqué en Asie, non. Il convient de l'adapter et certains aspects méritent d'être repensés. Néanmoins, si cette partie du monde a beaucoup œuvré sur le plan des institutions économiques, elle n'a pas développé d'institutions diplomatiques ou politico-militaires d'une manière adaptée à ce défi. Nombre de personnes ici ne travaillent pas pour les gouvernements et je pense que l'un des défis pour les outsiders est de se montrer créatif. À quoi ressemblerait une architecture de sécurité Asie-Pacifique ? Qu'est-ce qui est faisable et souhaitable pour la région ? Si des parallèles existent avec l'Europe d'avant la Première Guerre mondiale, les réponses ne sont pas à trouver en Europe ni au Moyen-Orient, qui connaît ses propres problèmes, mais en Asie. Je pense que l'architecture diplomatique est en quelque sorte inadaptée.

Enfin, il convient d'évoquer mon propre pays, les États-Unis, dont nous parlerons peut-être demain. Je suis assez réservé sur le parallèle dressé avec la doctrine Monroe. Elle a été développée à une époque donnée et dans une géographie spécifique. L'idée qu'elle soit d'une quelconque manière utilisée pour décrire la position de la Chine vis-à-vis de l'Asie ou de la Russie vis-à-vis de l'Europe me met extrêmement mal à l'aise. Elle ne me semble par conséquent pas un bon moyen d'avancer. La question porte sur les sphères d'influence ou sur quels types de droits d'affirmation ou de préférence nous pouvons accorder à des pays comme la Chine et la Russie. Quel est le degré réaliste de respect et quel est le droit de regard pour respecter leurs souhaits sans que cela aille trop loin ? Là encore, c'est une question légitime.

Enfin, aucune de ces régions, ni l'Asie ni l'Europe, ne s'organise toute seule, et je ne veux pas paraître arrogant, mais chacune d'elles a besoin des États-Unis. Les États-Unis ont toutes les raisons d'être impliqués parce qu'ils ont de solides intérêts des deux côtés. Je ne pense par conséquent pas que la mission, sur le plan intellectuel ou pour des raisons diplomatiques, soit de concevoir des systèmes post-américains mais de faire évoluer les systèmes dans les deux régions, qui continuent d'inclure les États-Unis. L'objectif est de garantir que l'Europe ne devienne pas intéressante à nouveau et que l'Asie ne devienne pas trop intéressante non plus à l'avenir.